



Pesticides : Les chiffres de la honte

Rennes, le 14 mai 2025

Changer d'indicateur permet-il vraiment de prétendre que la situation s'améliore ? C'est en tout cas la méthode du gouvernement pour annoncer triomphalement un recul spectaculaire de l'utilisation des pesticides. Une déclaration qui sonne comme une gifle pour les malades des pesticides, pour les riverains exposés aux épandages et pour tous ceux qui œuvrent à la protection de l'eau. Et c'est un feu vert à la poursuite de pratiques dont l'impact écocidaire est désormais bien documenté. Explications.

Un bidouillage des indicateurs

En 2008, lors du lancement du premier plan Ecophyto, l'ensemble des parties prenantes s'était accordé sur l'utilisation du NODU (Nombre Doses Unité) qui permettait de mesurer l'intensité des traitements aux pesticides par hectare. Un indicateur qui n'a qu'un défaut : il montre 20 ans plus tard, que le plan Ecophyto est un fiasco : non seulement l'usage des pesticides n'a pas diminué, mais il a augmenté de 10% par rapport à 2009.

Face à ce constat, le gouvernement a opté pour le nouvel indicateur européen HRI-1, qui pondère les quantités utilisées en fonction de la dangerosité supposée des substances. Résultat : à usage constant, la France peut désormais afficher une baisse de 36 à 45 % de son usage des pesticides. Une baguette magique au profit de l'agriculture intensive.

Une manipulation statistique qui a été vivement critiquée non seulement par les défenseurs de l'environnement, mais aussi par l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) mais aussi par des organismes européens, comme l'Agence fédérale de l'environnement allemande et le Centre commun de recherche de la Commission européenne.

L'abandon des ambitions du gouvernement

Depuis des mois, le gouvernement français multiplie les renoncements. La loi Duplomb est censée y donner force de loi en cédant à tous ceux qui se plaignent de l'excès de normes. Avec les conséquences désastreuses que l'on constate.

Les conséquences sont alarmantes : notre Collectif constate tous les jours les dégâts causés par les pesticides sur la santé de ceux qui les utilisent ou de ceux qui vivent à proximité (parkinson, lymphomes, maladies neuro-dégénératives, intoxication in utero des enfants, troubles du comportement...). Notons tout de même que le nombre de cancers par an a doublé depuis 1990, tandis que la contamination des sols et des eaux progresse, entraînant la fermeture de captages d'eau potable et un effondrement de la biodiversité.

Le gouvernement des lobbies agrochimiques

Nous dénonçons le manque de courage politique de notre gouvernement et du ministère de l'agriculture qui nous donnent l'impression d'être dirigés par la FNSEA et les lobbies agricoles. Les mesures destinées à faire évoluer le modèle agricole (aides à la conversion au bio, développement de techniques agronomiques) sont largement insuffisantes. Le plan Parsada, censé accompagner Ecophyto, vise avant tout à accélérer la mise sur le marché de nouveaux pesticides, plutôt qu'à transformer en profondeur les pratiques agricoles.

Pour l'arrêt de l'utilisation des pesticides et le soutien à l'agriculture biologique

Côté gouvernemental, c'est bien l'impuissance qui domine. Des mesures sont annoncées pour protéger des captages ou travailler sur de nouveaux indicateurs permettant de mieux caractériser l'exposition de la population. Il faut enfin passer aux actes et commencer à gouverner le pays dans le sens de l'intérêt général.

Contact :

Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'ouest : victime.pesticide.ouest@ecosolidaire.fr – H. BUSNEL – 06 71 11 06 90